

Vingt ans déjà : un retour à la case départ ?

Olivier Soubeyran

Volume 32, numéro 87, 1988

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021974ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021974ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Soubeyran, O. (1988). Vingt ans déjà : un retour à la case départ ? *Cahiers de géographie du Québec*, 32(87), 231–244. <https://doi.org/10.7202/021974ar>

Résumé de l'article

L'actuel regain d'intérêt pour l'oeuvre de Vidal de La Blache est-il un signe avant-coureur d'une réhabilitation de la géographie traditionnelle ? La géographie a de toute évidence progressé dans la maîtrise de son épistémologie. Il est possible d'identifier le processus de formulation de la pensée vidalienne. On peut également identifier les liens de validation réciproque qu'entretiennent la connaissance géographique et les stratégies planificatrices.

vingt ans déjà : un retour à la case départ ?

par

Olivier SOUBEYRAN

*Institut d'urbanisme, Université de Montréal
5620, rue Darlington, Montréal, H3T 1T2*

RÉSUMÉ

L'actuel regain d'intérêt pour l'œuvre de Vidal de La Blache est-il un signe avant-coureur d'une réhabilitation de la géographie traditionnelle ? La géographie a de toute évidence progressé dans la maîtrise de son épistémologie. Il est possible d'identifier le processus de formulation de la pensée vidalienne. On peut également identifier les liens de validation réciproque qu'entretiennent la connaissance géographique et les stratégies planificatrices.

MOTS-CLÉS : Épistémologie, pertinence sociale, Vidal de La Blache, théorie géographique, planification.

ABSTRACT

Twenty Years Already : a Return to the Starting Block ?

Is the current interest for the work of Vidal de La Blache a sign of the rehabilitation of classical geography ? Geography has obviously attained a greater mastery of its epistemology. The formulation process of Vidal's thinking can be reconstructed. It is also possible to identify the reciprocal validation links that exist between geographical knowledge and planning strategies.

KEY WORDS : Epistemology, social relevance, Vidal de La Blache, geographical theory, planning.

*
* *
*

On m'indiquait récemment un ouvrage paru sous la direction de P. Nora : *Les lieux de mémoire*, Tome II : *La nation* (Nora, 1986). Un thème qui séduit, qui résonne chez les gens, et fait raisonner les chercheurs. Des articles passionnants destinés à un public large et connaisseur, ni fait spécialement par et pour les géographes. Or, une surprise de taille m'attendait. Nous qui pensions avoir du mal à trouver le nord, à n'avoir jamais fait une réelle découverte, à être totalement poussiéreux et à ne plus pouvoir intéresser (Racine et Bailly, 1978), voilà justement qu'on y fait un vibrant éloge du père de l'École française de géographie : Vidal. Par exemple l'enthousiasme (et la finesse) avec lequel Guimar analyse « Le tableau géographique » n'a d'égal que celui dont E. Chantriot

faisait preuve lorsqu'il donnait quelque 80 ans plus tôt un compte rendu de cette œuvre (Chantriot, 1906).

Les analyses de Guiomar sont si convaincantes, en montrant toute l'actualité de cette œuvre, qu'on peut se demander si Chantriot n'avait pas raison d'écrire en conclusion :

« Le livre restera un modèle de méthode pour les géographes. Si quelques détails se trouvent ultérieurement susceptibles d'être modifiés, par suite des progrès incessants de la science, les notions fondamentales qui se dégagent de l'œuvre sont définitives : elles fixent la physionomie de la France, et les historiens ne manqueront pas d'y puiser de précieuses indications » (Chantriot, 1906, p. 59).

Que penser de cette anecdote... Bien sûr, il y a les miracles de l'exégèse : un texte fondateur, par nature riche et polysémique est un peu comme une auberge espagnole (on y trouve ce qu'on y apporte). Et ce qu'apportent Guiomar et Chantriot est de toute évidence très différent. Mais tout de même, ne serait-ce pas plutôt nous qui avons été « incapables de trouver le nord » en ne redécouvrant pas la richesse vidalienne ? En fait cette anecdote annonce-t-elle un désaveu cinglant pour ceux qui se sont rebellés contre la « vieille géographie » ? Tous ceux qui ont justifié la révolution interne par ce qui se faisait « ailleurs » ne ressentent-ils pas un goût de trahison ? De quoi au moins être destabilisé et sentir le besoin de faire le point.

Il est vrai que le scénario « retour à la case départ » n'est pas unimaginable moyennant bien sûr quelques modifications en surface¹. Ce retour de Vidal serait alors un signe avant-coureur d'une réhabilitation de ses suiveurs et de la géographie traditionnelle. S'il en est ainsi, il est bien évident que les « modifications » (même celles que nous pourrions voir actuellement comme « réelles ») ne pourraient être identifiées a posteriori que comme « superficielles voire illusoires ». En somme, une grande boucle pour pas grand chose, une crise d'adolescence où il fallait bien tuer le père avant de le retrouver d'une autre façon. Mais de quelle façon ? Voici toute l'ambiguïté de ce retour à Vidal qui nous permet de croire à un scénario beaucoup plus exaltant. Le retour de Vidal est aussi symptomatique d'une configuration sociale, épistémologique différente des années 60, cadrant elle-même avec l'évolution interne de ce mouvement de rénovation, plaçant alors très favorablement notre discipline en géographie humaine « comme terrain d'avant-garde des sciences sociales » (Scott, 1987).

Voici donc la perspective à partir de laquelle je tenterai de répondre aux interrogations qui nous sont adressées. Cela en une douzaine de pages (!), en essayant de surcroît que ces « interrogations soient appréhendées dans leur globalité » ! De quoi être contraint à des formulations abruptes, à des énoncés généraux alors même que le sujet devrait être traité avec toute la prudence et les nuances voulues. Dans un premier temps, mes remarques concerneront la pertinence sociale de notre discipline, pour dans un deuxième temps, s'adresser aux théories en géographie, puis aux théories de la géographie. Sous cette dernière expression, j'aborderai les problèmes de la maîtrise de notre histoire et, bien sûr, de notre épistémologie. Enfin, au croisement du social et de l'épistémologique, j'esquisserai les liens de validation réciproque qu'entretiennent la planification et la géographie pour saisir le rôle crucial que peut jouer actuellement notre discipline.

LA QUESTION DE LA PERTINENCE SOCIALE

Cette structuration offre-t-elle aux géographes les moyens d'être de véritables interlocuteurs face aux acteurs sociaux ? Ont-ils leur place, ont-ils leur mot à dire dans la société d'aujourd'hui ? (Questionnement initial).

Ma réponse est oui aux deux questions. Bien sûr, il faudrait au moins différencier les raisons pour lesquelles les « rénovateurs », ceux qui sont à l'intérieur de la discipline, répondent affirmativement et les raisons pour lesquelles les acteurs sociaux répondent dans le même sens. L'image qu'ils ont de la géographie est peut-être très différente de celle que tentent de promouvoir les rénovateurs. Pour certains acteurs sociaux c'est peut-être justement parce qu'ils retiennent l'image de la géographie traditionnelle, qu'ils répondent affirmativement.

Il n'en reste pas moins que les géographes pensent se voir et être vus comme de « véritables interlocuteurs face aux acteurs sociaux ». Autour de quels enjeux ? : donner du sens, recréer une circularité entre sens et action pour les acteurs sociaux². C'est une efficace sociale que l'École française de géographie a eu au tournant du siècle. Puis les géographes l'ont progressivement perdue jusqu'à la fin des années 50. Période où précisément éclate la révolution quantitative en géographie. Celle-ci peut s'interpréter comme un rattrapage de sens, mais de sens savant en quelque sorte, tirant sa scientificité de sa rupture avec le territoire, avec le local, avec les acteurs sociaux. Une révolution quantitative qui évoluera bien vite tout comme d'ailleurs la critique sociale qu'elle entraîna.

Une remarque épistémologique en liaison avec ce que je viens de dire : autant au début du siècle, c'est une conception « haute et désintéressée » de la géographie qui réussit à imposer les conditions de la connaissance face à une géographie coloniale nourrie de pensée planificatrice, autant la révolution quantitative marque, je crois, une inversion de ces conditions. C'est la géographie qui devient le vassal de la planification. Souvenons-nous du contexte des années 60. Aux États-Unis comme en France c'est le triomphalisme des professions (Daedalus, 1963) ; les planificateurs dans l'adolescence de leur discipline (Alonso, 1963) essayent de toutes leurs forces de rattraper le peloton des professionnels. Ils se veulent les serviteurs de la rationalité technique, sont convaincus de pouvoir in-former le socio-spatial, le contrôler, le rendre prédictible par la puissance de leur modèle (le modèle rationnel, le *comprehensive planning*), en éliminant le territoire, le local. Ces derniers sont perçus comme des restes d'un autre temps, qui résistent encore à la *cold Logic* mais qui, progressivement, seront rayés de la carte (Michael, 1965). C'est ce qui s'appelle « planner au-dessus du local » (Soubeyran, 1987b). Une telle vision planificatrice a joui pendant un temps d'un consensus social sur son sens et sa légitimation (Schon, 1982).

Dans ces conditions, le terrain d'observation du géographe devenait socialement et épistémologiquement insignifiant. Mais il y a une autre conséquence à ce qui vient d'être dit : la planification des années 60 fut essentiellement utopiste (Webber, 1965). Elle se proposait de plaquer un espace abstrait, totalement fabriqué et contrôlé (donc parfaitement compris) sur un espace substrat, mais qui importait peu (Soubeyran, 1987b). Dès lors, où pouvait bien résider le sens de l'activité du géographe qui tente de comprendre ? En d'autres termes, à partir du moment où l'on pensait que la planification pouvait réduire la compréhension à l'action et l'action à la fabrication (grâce à la rationalité technique), la fonction d'interprétation et de compréhension telle que l'entend la géographie classique pouvait apparaître totalement inutile.

Les géographes n'avaient plus guère le choix : adopter une vision strictement rationnelle du socio-spatial ou sa critique radicale... ou attendre que les succès de plus en plus mitigés de la planification produisent leur effet « boomerang ». Inutile de revenir ici sur cette crise de la conscience planificatrice. Aux États-Unis, en France on ne peut pas dire que l'heure soit aux grandes visions planificatrices des années 60. C'est comme l'on dit « le retour du local ». Un retour aux multiples facettes et significations (Soubeyran et Barnier, 1985) et qui touche aussi les théoriciens de la planification désespérément à la recherche d'un paradigme, d'une véritable alternative au modèle rationnel (Soubeyran, 1985). Nous quémardons : à chaque coin d'une nouvelle avenue épistémologique le théoricien demande : « Brother, can you paradigm » (Pollie, 1983 ; Blanco, 1984a). Enfin, on sait que les professionnels, si sûrs d'eux-mêmes dans les années 60, sont aujourd'hui confrontés à une grave crise de la légitimité de leur connaissance. (Schon, 1982, 1983).

Tout ceci signifie que la rationalité technique « en action » a fabriqué de plus en plus d'effets hétéronomes que nous ne contrôlons pas. Miracle pour la géographie ! Il y a de nouveau quelque chose à comprendre. Sa fonction de donner du sens, d'interpréter redevient centrale : c'est de nouveau la géographie, qui du point de vue des conditions de connaissance, se situe au-dessus de la planification, puisque son objet est en partie constitué par ce que les conceptions de la planification « en action » produisent sans pouvoir les contrôler. Le local, le milieu, le territoire deviennent à nouveau du point de vue de la reproduction sociale des objets importants d'étude (Soubeyran et Barnier, 1985).

Il y a un fantastique retournement de la pensée, que l'on retrouve d'ailleurs très significativement chez Castells :

« The time of crisis is also a time of potential change. Uncertainty goes along with innovation. After the end of all political and intellectual certainties that were the backbone of our lives we must accept the challenge to innovate, to discover, and to experiment, if we wish to overcome the unbearable dilemma between cynical nihilism and dogmatic routine » (Castells, 1983, p. 4).

Et autant pour les acteurs sociaux que pour les théoriciens, il apparaît important de combler le « vide social » (Livet, 1986). Les enjeux fondamentaux deviennent l'émergence de sens, la fabrication d'une circularité entre sens et action, les procédures de découverte, la formulation d'une hypothèse. À l'heure actuelle, la pertinence sociale de notre discipline (comme celle du *planning*) est donc étroitement liée à un développement de son activité théorique qui intègre ces notions en tant que principes organisateurs. Elle ne pourra le faire que si nous savons nous imposer les cadres de références épistémologiques et philosophiques qui les reconnaissent et permettent leur plein épanouissement. En d'autres termes, il nous faut passer du contexte de justification au contexte de découverte, et d'une philosophie positive à une philosophie pragmatiste. C'est déjà le cas en planification (Blanco, 1984a, 1984b, 1985 ; Marris, 1982, 1984), je pense que les travaux de Berdoulay, Buttimer, Robic peuvent s'inscrire également dans cette perspective.

SUR LES THÉORIES EN GÉOGRAPHIE

Quantitative ou pas, la nouvelle géographie de ces 20 dernières années a certainement produit une rupture épistémologique dans l'évolution de la pensée géographique : nous sommes passés du fait donné au fait construit. L'idée est certes aujourd'hui banale mais il y a encore 20 ans ?

Nous avons extirpé de notre mémoire disciplinaire un élément qui en est quasiment constitutif : associer vérité et observation exhaustive (dégagée d'idées préconçues), fausseté et théorie (car c'est cette dernière qui pervertit la pureté de l'observation). À partir du moment où ce blocage a sauté, il est devenu possible de s'interroger sur la nature de l'hypothèse, de l'observation, de la validation. À partir de là, il est clair que les méthodes et techniques, qu'elles concernent la géographie quantitative, radicale, la géographie de la perception, etc. ont progressé en 20 ans à mesure d'ailleurs qu'elles abandonnaient leur prétention totalisante, paradigmatique. Conformément à l'évolution du contexte général social et épistémologique auquel j'ai fait allusion plus haut, l'importance de la géographie purement rationaliste (et son symétrique : la géographie radicale) s'est quelque peu tassée. Par contre, les domaines de la géographie de l'espace vécu, de la perception, de la représentation, renouvelés (nous sommes loin des premières cartes mentales...) par les apports de l'herméneutique, de la linguistique, de la psychologie sociale, accroissent leur légitimité. En une vingtaine d'années, nous sommes passés presque d'une « curiosité ethnologique » (la façon dont les gens perçoivent leur espace alors même que la sphère de ce qui le structure leur échappe totalement) à une reconnaissance du local : « l'organisation de l'espace dépend de la manière dont les gens se conçoivent, se situent dans le tissu social, appréhendent leur rapport au milieu et définissent les sphères du personnel, du privé et du public ». (Claval, 1984, p. 176).

Lorsque je parlais plus haut des perspectives qui s'étaient « tassées », je faisais référence aux perspectives initiales. Depuis, il est certain que chacune d'elles a profondément évolué. Dans le domaine de la géographie quantitative, je pense, par exemple, à l'analyse systémique. Très rapidement, bon nombre de géographes ont compris son immense portée et combien elle correspondait fondamentalement à une vision géographique. En quelques années, nous sommes passés des représentations graphiques, à l'analyse des systèmes « classiques » selon l'approche de Forrester (symptomatique des conceptions de la planification des années 60) et à celle des théories formelles des systèmes auto-organiseurs développées notamment par Atlan, Varela et Prigogine. J'ai essayé de montrer la fécondité des travaux d'Atlan et de Varela pour notre discipline et le *planning* (Soubeyran, 1982a, 1985, 1987), à quel point également leur résonance sociale épistémologique était grande (Soubeyran et Rivier, 1982), une résonance par ailleurs symptomatique de ce retour du local (Soubeyran et Barnier, 1985). À ma connaissance, très peu de géographes s'en sont encore emparés — exception faite de Marchand (1984, 1987) et Phipps (1985) —, paraissant être plus attirés par l'utilisation des travaux de Prigogine (Guermond, Allen...).

SUR LES THÉORIES DE LA GÉOGRAPHIE

À propos de la maîtrise de notre histoire : « La réflexion épistémologique a-t-elle donné à la géographie la maîtrise de son histoire ? » (questionnement initial)

Si l'on admet qu'il y a un lien nécessaire entre réflexion épistémologique et maîtrise de notre histoire, il est bien évident que la réponse est « oui ». Oui puisque le mouvement de rénovation s'est caractérisé par une innovation majeure : l'entrée de la réflexion épistémologique dans notre discipline.

Maintenant, si l'on admet que la maîtrise de notre histoire passe par la maîtrise de notre épistémologie, la réponse n'est certes plus si logiquement évidente. Elle demeure tout de même positive dans la mesure où, en une vingtaine d'années nous sommes

passés de modèles de la croissance du savoir scientifique provenant de l'extérieur de notre discipline, plaqués sur nos corpus d'observation, à la fabrication endogène de modèles épistémologiques. Cette transformation indique et suppose l'acquisition d'une maturité disciplinaire, ou, si l'on veut, une certaine confiance en soi. Confiance face à l'extérieur : admettre que nous ne collions pas aux canons de scientificité dans la production de nos connaissances et qu'il ne fallait pas en avoir honte. Admettre, si l'on voulait bien se frotter à notre propre terrain, l'importance du discours, des niveaux rhétoriques, de la métaphore etc. Une confiance qui a eu d'autant plus de facilité à s'installer que, de leur côté, ceux qui regardent comment fonctionne « réellement » le processus de production de connaissance dans les sciences dures « nous donnent raison » (voir les travaux d'Ethnoscience ; Latour, 1985). Mais il aura fallu aussi acquérir une confiance face à l'intérieur : sentir que in-former par notre terrain et réciproquement (Soubeyran, 1983), n'avait rien à voir avec l'attitude empiriste que nous rejetons dans la géographie classique ; sentir que nous étions capables de résister aux vieux démons de notre imaginaire disciplinaire. Et pour ne pas céder à ces appels nous avons profité de points d'ancrage à la fois légitimateurs et heuristiques. Je pense à tout ce qui s'inscrit dans la mouvance de l'épistémologie de l'autonomie (Dupuy, 1982 ; Dupuy et Dumouchel, 1983) ou la redécouverte de la philosophie pragmatiste (Blanco, 1984b, 1985).

Ces deux réponses positives doivent cependant être nuancées. Sur les 20 dernières années, c'est-à-dire sur le temps court, il est vrai que nous avons progressé dans la maîtrise de notre histoire. Sur le temps long, non. Et j'en profite pour soulever une ambiguïté dans la formulation de la question : « La réflexion épistémologique a-t-elle donné à la géographie la maîtrise de son histoire ? »

Comme si la chose était possible ; comme si nous pouvions avoir construit enfin une histoire identique à la réalité historique. Ces relents d'idéalisme ou de matérialisme qui en l'occurrence se rejoignent sur ce point (Atlan, 1986) m'inquiètent et surtout me semblent difficilement tenables aujourd'hui. Car d'un côté nous avons tendance à penser que le processus de production de connaissance géographique est formé d'un discours, mixte de métaphore, de rhétorique, d'auto-transformation de la connaissance, d'enjeux stratégiques institutionnels, d'esprit du temps. Un processus que nous pensons historiquement situé et en perpétuelle construction. La relecture de l'historien n'échappe pas à cette dynamique, elle en est même un des noeuds. Mais de l'autre côté admettre la maîtrise de l'histoire passée comme future, c'est admettre que l'historien puisse avoir un point de vue de Sirius. C'est-à-dire échapper à la dynamique des processus de production de connaissance dont il fait pourtant partie intégrante dans sa propre perspective.

Compte tenu de cette restriction, nous croyons avoir progressé dans la maîtrise de notre histoire. Ce faisant nous avons déplacé le niveau d'analyse et de réponse de l'historique à l'épistémologique. Dans ce déplacement, lui-même suggéré par la formulation de la question du texte initial (c'est la réflexion épistémologique qui pourrait « donner à la géographie la maîtrise de notre histoire »), nous ajoutions l'hypothèse que la maîtrise de notre histoire passe par la maîtrise de notre épistémologie. A-t-on fait réellement des progrès en ce sens ?

À propos de la maîtrise de notre épistémologie

« La réflexion épistémologique a-t-elle conduit à l'élaboration de nouveaux concepts de nouvelles méthodes... Peut-on désormais dégager les processus de production des connaissances géographiques ? » (Questionnement initial).

Il y a probablement un consensus dans la communauté géographique que résume bien cette citation de Paul Claval (1984) :

« Personne ne croit plus sérieusement que l'on puisse interpréter l'évolution contemporaine de la discipline à partir du schéma trop simple de Thomas Kuhn » (p. 173). « ... ce que les géographes attendent désormais de l'épistémologie ce ne sont plus des recettes infaillibles pour arriver à la vérité ce sont des lumières sur la façon dont les démarches originales et les idées nouvelles naissent. C'est cela qui fera peut-être des années 80 la décennie des métaphores comme les années 60 ont été la décennie des paradigmes et les années 70 celles des démarches critiques » (p. 177).

Deux phénomènes remarquables dans ce nouveau paysage épistémologique : un fort rejet de Kuhn et le passage d'un contexte de justification à un contexte de découverte (les deux phénomènes étant bien sûr liés). Arrêtons-nous quelques instants sur le premier phénomène. Ce rejet en bloc de Kuhn est bien sûr à la mesure de l'engouement dont ses thèses avaient fait l'objet en géographie (et ailleurs !). Il y a encore quelques années il fallait s'exprimer par « paradigme » sous peine de ne pas être compris et de ne pas être pris au sérieux. Aujourd'hui c'est carrément l'inverse : il faut montrer « patte blanche » lorsque l'on parle de paradigme (en géographie plus qu'ailleurs), comme si il y avait toutes les chances que personne ne vous comprenne (Ah, ce « paradigme » qui veut tout dire et n'importe quoi !), ne vous prenne plus au sérieux. Peut-être est-il temps de considérer qu'il y a maintenant suffisamment de distance entre Kuhn et nous pour dépasser ce rejet en bloc.

En d'autres termes, tout en étant d'accord sur le fond : la perspective kuhnienne ne convient pas à notre discipline (je m'en expliquerai un peu plus loin) ; nous pouvons produire une critique affaiblie de son utilisation en géographie. En particulier, il nous faut reconsidérer et retenir l'apport de cette notion de paradigme sur au moins deux points que je vais rappeler ici très rapidement. Un paradigme, cela existe : nous l'avons rencontré ! Peut-être était-il protéiforme (nous y reviendrons) mais néanmoins réel. Sinon contre quoi se sont insurgés les géographes quantitativistes ? Pourquoi se sentaient-ils inexistants dans l'infrastructure théorique (consciente ou non) de la géographie traditionnelle ?

Il est vrai qu'à l'époque cette notion de paradigme avait aussi une forte réalité institutionnelle et sociale. Aujourd'hui, nous en avons parlé plus haut, règne une incertitude autant sociale qu'épistémologique. Elle traduit bien sûr la crise des paradigmes et celle de la notion même de paradigme. L'épistémologie comme le tissu social ont un besoin forcené de sécurisation, de consensus. De nouveau dans ces domaines, le sens n'est plus donné il est à construire. Et ce ne sont donc plus les mêmes enjeux qui font résonner entre eux le social et l'épistémologique. Mais rien ne dit qu'une telle configuration soit durable, et je persiste à croire que lorsque arrive une « étrangeté conceptuelle » dans une pensée disciplinaire, elle n'arrive évidemment pas sur un vide théorique et institutionnel. Les inerties institutionnelles s'accompagnent aussi de résistances conceptuelles portées par le paradigme dominant c'est-à-dire : « Une infrastructure théorique dont les principes balisent l'entier champ du possible dans la pratique du géographe, décidant implicitement de la nature des questions pertinentes et recevables et normant l'accueil fait aux réponses » (Limoges, 1983, p. 12)³.

Cette unité d'analyse me semble toujours pertinente du moins potentiellement même si actuellement elle n'est plus dans l'esprit du temps, même si géographes «rénovateurs et traditionnels» ont chacun assoupli leur position, même s'il semble exister des passerelles : c'est toute l'ambiguïté et la richesse de ce retour à Vidal.

Un des principaux arguments utilisés contre le «paradigme» est sa polysémie : plus de 23 sens différents ! Apparemment c'est trop (surtout pour ceux qui, à travers l'utilisation du terme, visent la reconnaissance scientifique de la discipline). Nous avons rejeté cette notion comme si nous avions été trompé sur la marchandise. Nous avons cru que le paradigme nous ouvrait une voie royale et infaillible. Or la découverte de sa polysémie et surtout la critique très dure qu'elle produisait chez d'autres philosophes des sciences (*Growth of knowledge*, 1970) provoque un effondrement de notre croyance. En s'inspirant de la phrase de Wildawsky, à propos du *planning* on pourrait dire que les géographes ont réalisé que «if paradigm is everything, may be it's nothing».

Or, sans revenir sur les 23 sens (que je suis loin de connaître tous !), je crois précisément que cette hérésie scientifique constitue une richesse analytique pour l'évolution de la pensée géographique. Travaillant sur la formation progressive de la pensée de l'École vidalienne au tournant du siècle, j'ai été amené à comprendre qu'une partie de la force stratégique de cette pensée résidait précisément dans la construction d'un paradigme multi-sens. Un paradigme qui était à la fois (et non pas «ou»), métaphore fondatrice, exemple type, modèle archétypal, méthodologique. Il s'agit donc d'un paradigme mais dont l'efficace se situe à différents niveaux. Ce n'est pas ici le lieu d'en parler, mais on pourrait montrer que ces niveaux entretiennent entre eux des liens très ambigus qui à la fois vident le paradigme de sa consistance, et à la fois la construisent. D'où la difficulté de fondamentalement le contredire. Voici donc très brièvement résumées deux raisons pour lesquelles il ne faudrait pas jeter l'enfant avec l'eau du bain : en l'occurrence conserver ce qu'il y a d'intéressant dans cette notion de paradigme.

Ceci étant dit je crois effectivement que la perspective kuhnienne ne convient fondamentalement pas à notre discipline (tout au moins pour comprendre son évolution jusqu'à maintenant). Non pas seulement parce que Kuhn (comme Popper) se situe dans un contexte de justification qui ne permet pas de se centrer sur les procédures de découverte qui elles semblent actuellement être un des enjeux centraux en épistémologie de la géographie. La raison essentielle de cette incompatibilité, me semble-t-il, tient à ce que les corpus d'observation (les sciences hautement formalisées et leurs produits) amènent Kuhn (et Popper) à traiter de la question centrale (celle de l'autonomie, de la clôture de la discipline) dans une perspective inverse à celle que réclame notre discipline.

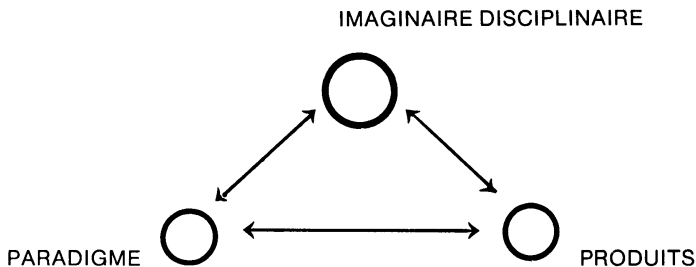
Pour ces philosophes des sciences, le problème de la clôture disciplinaire n'existe pas vraiment, c'est plutôt l'inverse qui est au centre du débat : comment, disait Popper, pouvons-nous nous soulever de terre en tirant sur nos propres lacets ? Que la réponse soit le «Troisième Monde» ou l'activité réactionnaire du chercheur pour Kuhn, le problème de la clôture disciplinaire n'existe pas vraiment ; c'est plutôt celui de la croissance, de son auto-dépassement malgré la clôture (en partie garantie par le langage formalisé) qui est ici l'enjeu fondamental. Ceci signifie qu'une communauté scientifique, par son langage même, peut nourrir la prétention de contrôler les effets hétéronomes, la dynamique de sa production. C'est même une de ses propriétés fondamentales que de pouvoir contrôler le sens global qui se dégage de la pratique et de l'action des membres qui la constituent.

Or, pour comprendre l'évolution de notre pensée géographique, nous devons être plus modeste et considérer que la communauté géographique n'est pas une communauté scientifique mais une communauté normale. Une communauté normale où les membres produisent par leur action un sens global qui leur échappe et qui pourtant va les contraindre. C'est une idée somme toute qui n'a rien d'originale puisqu'elle constitue une des conditions sine qua non de l'existence des sciences sociales (Dumouchel, 1984). Seulement la différence est que nous l'appliquons non plus à un objet d'étude de notre discipline mais à notre communauté disciplinaire elle-même. Et c'est bien sûr une différence essentielle à partir de laquelle la perspective kuhnienne ne peut que diverger par rapport à une autre perspective ayant comme hypothèse minimale « la communauté normale ». Quelle forme pourrait prendre cette autre perspective ? Les lignes suivantes y sont consacrées.

Quelques jalons pour un modèle de l'autonomie relative

Partons de notre hypothèse minimale pour comprendre la transformation de notre pensée disciplinaire. Le paradigme devient la pointe de l'iceberg, la partie visible du ciment disciplinaire dont la formulation progressive ne peut cependant se comprendre qu'en considérant la partie invisible du ciment disciplinaire : précisément cette sphère hétéronome, produit des conséquences non intentionnelles des agents qui composent la communauté.

L'émergence d'un paradigme ne peut plus être réduite à l'étude des relations « paradigmes — produits », mais on doit découvrir cette troisième réalité (la sphère hétéronome) que l'on nommera (faute de mieux) *l'imaginaire disciplinaire* et en faire le troisième élément d'une dynamique dans la transformation de la connaissance.



En reprenant Dupuy et Dumouchel (se référant à Durkheim), nous pourrions dire que ce nouvel élément « est investi d'une autorité face à laquelle les membres de la communauté ne peuvent se dérober à volonté ». Il ne dépend pas d'eux mais il s'impose à eux. Cet imaginaire disciplinaire, au-delà du paradigme, forme les conditions indispensables de toute action comme (Dupuy et Dumouchel, 1984). Mais de quoi serait-il constitué ? De notre mémoire collective (un certain nombre d'évidences, d'amnésies également, d'accords tacites) ; de formes de langage qui vont contraindre l'évolution du contenu de la pensée (je pense ici aux travaux V. Berdoulay) ; de passages obligés (par exemple l'interprétation disciplinaire de ce que l'on pense être les critères de scientificité). La liste est évidemment loin d'être exhaustive, mais son enveloppe se rapproche peut-être de ce que V. Berdoulay appelle l'épistémologie populaire (Berdoulay, 1986).

La question centrale à laquelle tente de répondre notre modèle est celle de l'émergence du paradigme, d'une cristallisation progressive où s'informent mutuellement les trois éléments du modèle. Un des objectifs que nous avions, était de faire rentrer trois convictions acquises peu à peu sur le processus de formulation d'une pensée géographique (en l'occurrence il s'agit de l'École vidalienne au tournant du siècle) et sur la façon appropriée de l'analyser.

La première conviction est que le paradigme, en lui-même, tel qu'on peut l'identifier dans des textes fondateurs n'est peut-être pas une unité d'analyse pertinente. Il se présente alors trop riche en potentiel d'interprétations, trop indéterminé. Et plus le texte fondateur est « paradigmatique », plus il peut être le fondement et la légitimation d'interprétations contradictoires (pensons par exemple à « l'origine des espèces »). L'unité d'analyse serait peut-être le paradigme et ses porteurs qui tout à la fois interprètent (par rapport donc à un « imaginaire disciplinaire ») et construisent partiellement le paradigme.

La seconde conviction, reliée à la précédente est que cette construction est paradoxale. C'est-à-dire que les géographes, porteurs d'un projet, doivent pour se légitimer faire appel à une pensée qu'ils sont précisément en train de fabriquer. Un des éléments qui fait que cette logique est paradoxale provient d'une étroite imbrication entre la proposition théorique et la rhétorique utilisée pour convaincre et séduire. Ici les enjeux cognitifs sont inséparables des enjeux stratégiques, le contenu « scientifique » est indissociable de son processus de validation (quels sont les procédures de légitimation employées, le mode d'autonomie disciplinaire proposé). Il n'y a qu'à suivre la bataille que se sont livrée Dubois et Gallois dans les *Annales de géographie*, du numéro inaugural jusqu'en 1894, pour s'en convaincre (Soubeyran, 1987c).

Enfin la troisième conviction est que pour saisir le mécanisme de différenciation progressive entre l'intérieur et l'extérieur de la discipline, il nous faut échapper à deux modèles extrêmes de la transformation du savoir scientifique : d'une part celui de l'autonomie totale (où justement le paradigme, déjà constitué, serait en lui-même assez puissant pour clôturer les rapports entre l'intérieur et l'extérieur de la discipline) et, d'autre part, celui de l'absence totale d'autonomie (la discipline n'étant alors qu'inervée, agitée par l'esprit du temps, l'idéologie, les enjeux sociaux). Le premier ne reconnaît pas l'importance du social et le second l'importance de l'épaisseur théorique. Au contraire, l'imaginaire disciplinaire nous permet de nous situer dans l'entre-deux et de saisir les conditions d'autonomie relative de la discipline.

Cet imaginaire, par définition (puisqu'il représente un sens global qui échappe aux agents qui pourtant le produisent), acquiert lui-même une certaine autonomie, une certaine économie naturelle régulant les rapports entre intérieur et extérieur de la discipline. Or un des éléments fondamentaux pour saisir les phénomènes de blocage, de crise ou le dynamisme d'une pensée disciplinaire réside peut-être dans les différents types d'économie naturelle. Il y a des types « pathologiques » ; ainsi j'ai essayé de montrer que, pour une part, la crise actuelle des théories de la planification aux États-Unis tenait au fonctionnement auto-poïétique de son imaginaire disciplinaire, c'est-à-dire un fonctionnement qui se réduit à la production de ses propres règles de reproduction. Un imaginaire disciplinaire clos sur lui-même, qui s'isole de l'intérieur et de l'extérieur, où toutes les nouveautés venant soit de l'intérieur, soit de l'extérieur, n'ont pour conséquence que de renforcer son principe d'identité (Soubeyran, 1986).

Il y a aussi des types d'économie naturelle qui, à l'opposé, favorisent l'éclosion d'une pensée disciplinaire ou son dynamisme. Retournons pour quelques instants au tournant du siècle dernier et à la formation de la pensée de l'École française de

géographie. Pour en comprendre l'émergence concentrons-nous sur son organe de propagande et de fabrication : les *Annales de géographie*. Ce qui frappe c'est la présence massive du mouvement colonial. Jusqu'aux travaux récents de Berdoulay, notre histoire a plutôt d'ailleurs été discrète sur cette liaison interne entre géographie et mouvement colonial. Or, non seulement cette liaison est tout à fait évidente dans les *Annales* mais on peut dire que l'imaginaire disciplinaire fut véritablement habité par le mouvement colonial. Et cette présence massive a permis un fonctionnement non plus « auto » mais dia-poietique de notre imaginaire disciplinaire.

Nous voulons dire par là que le mouvement colonial a eu la capacité de générer deux types de production de sens : un social bien sûr, mais aussi un autre de nature scientifique. Et c'est ce dernier qui ici nous intéresse : comprendre comment le géographe, qui milite en faveur de « l'œuvre colonisatrice » (et fait valoir son utilité sociale) est en même temps convaincu que dans sa production il fait « œuvre scientifique » alors même qu'il s'agit d'en fabriquer les fondements (Soubeyran, 1987c). Qu'il soit pathologique ou dynamique, l'imaginaire disciplinaire n'est pas simplement une limite passive éventuellement capable de traduire des enjeux sociaux en enjeux cognitifs, mais il se présente comme un filtre actif dont le fonctionnement échappe partiellement à l'intérieur comme à l'extérieur de la discipline.

En possession de ce modèle, il devient alors passionnant de découvrir à travers la production des *Annales*, les jeux d'in-formation réciproques entre l'évolution du contenu du paradigme et celui de l'imaginaire disciplinaire. Un imaginaire où se construisent peu à peu des amnésies (l'importance de la géographie coloniale), des évidences : « Darwin élément fondateur de la géographie humaine » (alors même que son rôle complexe se situe plus au niveau rhétorique et que le modèle qui a inspiré la pensée géographique est plutôt d'essence lamarkienne).

Un imaginaire disciplinaire qui perd progressivement un de ses éléments constitutifs : le mouvement colonial. Son sens social est cependant conservé : valorisation de l'identité nationale, de l'amour du pays, de l'enracinement de l'homme au sol. Curieusement, même si Dubois a perdu la bataille des *Annales*, et n'a pu enraciner le paradigme de l'École française dans une pensée planificatrice, nous retrouvons la présence du mouvement colonial au niveau même du paradigme. Seulement son efficacité épistémologique est totalement transformée : il n'est plus champ d'expériences étroitement associé à une pensée planificatrice, mais il est en quelque sorte « digéré » par le système d'idée de Dubois, pour acquérir une position archétypale. Archétype où l'on voit agir purement le milieu physique sur l'homme. Archétype où l'évidence de sa validité à éclairer des situations complexes constitue un formidable stratagème d'immunisation. Elle permet en effet d'assimiler les phénomènes qui pourraient eux seuls former des anomalies. Le texte de la leçon inaugurale de Vidal en 1898 est tout à fait révélateur de la puissance de la référence coloniale pour asseoir l'évidence de la perspective géographique appliquée à la France.

Enfin, pour terminer rapidement cette évocation de notre modèle, tout se passe comme si peu à peu Vidal et Gallois se partageaient les territoires : Gallois occupant le paradigme, Vidal peut-être plus notre imaginaire disciplinaire. Une pensée vidalienne dont l'épistémologie n'est pas celle de l'École française de géographie mais qui en est la légitimation. Vidal fondateur de la pensée géographique de son école... voilà peut-être une évidence trompeuse de notre imaginaire disciplinaire — et qui une fois découvert nous permet de mieux comprendre l'ambiguïté de son retour actuel.

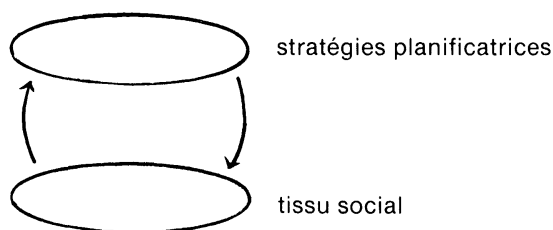
EN GUISE DE CONCLUSION

« Sont-ils capables de relier les grandes mutations actuelles à une lecture géographique du monde ? Peuvent-ils montrer que les choix spatiaux qui se présentent à la planète sont aussi des enjeux pour la société, pour la personne ? » (Questionnement initial).

Je ne pense pas que l'on puisse y répondre en soi, comme si les conditions de la connaissance géographique (et sa pertinence sociale) étaient indépendantes de celle de la planification. C'est tout le contraire et nous avons suffisamment insisté sur leur dynamique. Mais cette dynamique porte aussi sur les liens de validation réciproque qu'entretiennent au croisement du social et de l'épistémologie, la connaissance géographique et les stratégies planificatrices.

Considérons les relations dialectique entre, d'une part, les stratégies planificatrices « en action » (c'est-à-dire informant le tissu socio-spatial) et, d'autre part, le tissu socio-spatial et les signes réponses qu'il renvoie au modèle, l'informant sur sa validité. La question centrale est alors : suivant ce schéma, peut-on identifier certaines conditions de validation des conceptions de la planification ?

Généralement, lorsqu'un modèle ne fonctionne plus, est en « crise », nous en attribuons la cause à un trop grand écart entre la réalité et le modèle. Ainsi, pour expliquer la crise de nos stratégies planificatrices, nous pensons que la modélisation des comportements, de la réalité sociale est aujourd'hui dépassée. La crise des stratégies planificatrices signifie alors non seulement un écart entre modèle et réalité (que l'on admet par principe), mais un écart que l'on ne peut plus rattraper par des mécanismes de feed-back. Tout le problème est de savoir ce que l'on entend par « la réalité ». Depuis les années 60 (et surtout lorsque l'on s'intéresse aux conditions de validation des stratégies planificatrices), nous avons évolué : la réalité en soi n'est pas pertinente, le réalisme naïf n'est plus de mise. Par réalité, il faut entendre modèle social de la réalité. C'est donc par rapport à une réalité subjective que nous devons comprendre les conditions de validation des stratégies planificatrices. Considérons le fonctionnement « normal » d'une conception de la planification.



Il est admis qu'un bouclage ne peut s'opérer que si deux conditions subjectives sont remplies : 1) il y a un consensus sur le sens et la légitimité de l'action planificatrice ; 2) il existe une certaine co-naturalité entre la nature des problèmes et les stratégies planificatrices qui tentent de les résoudre. La prise en compte de ces deux conditions subjectives de la validation, nous permet de suivre pas à pas l'époque du triomphalisme du modèle rationnel, du *comprehensive planning*, puis de leur crise (brisure de consensus, cassure de la co-naturalité et prise de conscience des *wicked-problems*).

Mais peut-être, ont-elles l'inconvénient de ne pas nous donner, du point de vue des conditions de validation, la logique de cette évolution (en particulier, ce qui pourrait unir la planification traditionnelle et le retour du local). Pour répondre à cette préoccupation, j'ai proposé (Soubeyran, 1987a) une troisième condition de validation (celle-là, objective), où pourrait se loger un domaine nouveau de la recherche géographique.

Pourquoi une condition objective ? Est-ce un retour en force du réalisme naïf évoqué plus haut ? Nullement. L'idée est la suivante : le fait qu'une conception de la planification fonctionne ou ne fonctionne pas, n'a rien à voir avec un degré de rapprochement entre modèle et réalité. Mais cela est dû à certaines caractéristiques du tissu socio-spatial (donc, si l'on veut, à une certaine réalité) indépendante (voir même orthogonales) du modèle de la réalité sociale véhiculé par cette conception. Et c'est cette structure du tissu socio-spatial qui, suivant certaines de ces caractéristiques, est capable de nous faire croire à la validité de cette conception.

Il s'opère alors une sorte de dialectique invisible pour le planificateur. Les conceptions de la planification in-forment un tissu social et transforment, à leur insu, leurs propres conditions de validation. Et c'est cette indépendance entre le modèle et ce qui fait qu'il marche (si troublante pour le planificateur) qui pourrait constituer une voie de recherche fascinante pour cette géographie humaine théorique que A. Scott appelait dans ses vœux.

NOTES

¹ Des notions clés à l'heure actuelle, qui ont une résonnance sociale et disciplinaire comme celles de territoire, environnement, lieu, local, paysage... interpellent de toute évidence les géographes classiques. Comment ne pas penser qu'ils peuvent se sentir les premiers concernés et les mieux armés conceptuellement ?

² La création du « Collège International de géographie et de géopoétique » mise sur l'importance d'un tel enjeu.

³ J'ai remplacé « naturaliste » par « géographe ». Cette citation de Limoges est pour moi très constructive. En effet, pas une seule fois dans son texte, Limoges ne fera référence au « paradigme ». Et pour cause, il se situe beaucoup plus dans la mouvance de Ganguilhem que de Kuhn. Très finement cependant, il arrive à bien cerner « l'infrastructure théorique de la pensée zoologique française » dans le sens évoqué dans le texte. Or, même si la démarche n'est pas celle de Kuhn, le résultat (l'infrastructure théorique et ses propriétés) cristallise le sens fondamental que nous donnons à la notion de paradigme.

SOURCES CITÉES

- ALONSO, William (1963) Cities and City Planners. *Daedalus*, 92 (4) : 824-840.
- ATLAN, Henri (1986) *À tort et à raison. Intercritique du mythe et de la science*. Paris, Édit. du Seuil.
- BERDOULAY, Vincent (1986) *Idées aristotéliciennes et discours dans la géographie d'origine méditerranéenne*. Version préliminaire d'une communication prévue pour le congrès de l'U.G.I., Barcelone.
- BLANCO, Hilda (1984a) Introduction. *Berkeley Planning Journal*, (1) : 3-5.
- (1984b) *Pragmatism : Conceptual Framework for Planning*. Univ. of Pennsylvania, Social System Department, Wharton School, 37 p.
- (1985) Pragmatism and Wicked Problems. *Berkeley Planning Journal*, 1(2).
- CASTELLS, Manuel (1983) *Crisis, Planning and the Quality of Life : Managing the New Historical Relationships between Space and Society*. Berkeley, IURD, Working paper, n° 3.
- CHANTRIOT, Émile (1906) Le « tableau géographique de la France » de P. Vidal de La Blache. *Revue de synthèse historique*, p. 54-59.

- CLAVAL, Paul (1984) *Quelques orientations actuelles de la réflexion épistémologique en géographie : système, structures et métaphores*, p. 173-179.
- DAEDALUS (1963) Professions. Vol. 92, n° 4.
- DUPUY, J.P. et DUMOUCHEL, P. (1983) *L'auto-organisation. De la physique au politique*, Paris, Édit. du Seuil.
- DUPUY, Jean-Pierre (1982) *Ordres et désordres. Enquête sur un nouveau paradigme*. Paris, Édit. du Seuil.
- LATOUR, Bruno (1985) Mais où vont-ils chercher tout cela ? *Actes sémiotiques*, 8(33) : 17-21.
- LIMOGES, Camille (1983) *L'économie politique d'une tendance hégémonique en histoire naturelle : le carriérisme en France au XIX^e siècle*. Ronéo, 16 p.
- LIVET, Pierre (1986) Le vide du social ou vide des conceptions politiques ? *Esprit*, 117-118 : 46-54.
- MARCHAND, Bernard (1984) Urban Growth Models Revisited : Cities as Self Organizing Systems. *Environment and Planning A*, 16 : 949-964.
- MARRIS, Peter (1984) Future of Social Policy. *Berkeley Planning Journal*, 1(1) : 6-26.
- (1982) *Community Planning and Social Change*. Routledge et Kegan Paul.
- MICHAEL, D.N. (1965) Urban Policy in the Rationalized Society. *Journal of American Institute of Planners*, 31(4) : 283-289.
- NORA, Pierre, éd. (1986) *Les lieux de mémoire*, Tome II, *La Nation*. Paris, Édit. Gallimard.
- PHIPPS, Michel (1985) *Théorie de l'information et problématique du paysage. Paysage et Système*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 59-75.
- POLLIE, Robert (1983) Brother Can You Paradigm ? *Science* 83, 4(6) : 76-77.
- RACINE, J.B. et BAILLY, A. (1978) Les géographes ont-ils jamais perdu le Nord ? *L'espace géographique*, 1.
- SCOTT, A. (1987) Vers une géographie humaine théorique, in *Géographie et théorie sociale*. Paris, CNRS, Cahiers du CRIA, n° 3, p. 2-8.
- SCHON, D.A. (1982) Some of What a Planner Knows. *APA Journal*, Summer, p. 351-363.
- (1983) *The Reflective Practitioner*. New York, Basic Books.
- SOUBEYRAN, Olivier (1982) Nouvelle réalité et nouveaux concepts. Peut-on une fois de plus passer du biologique à la polis ? Les nouvelles forces qui façonnent l'aménagement. *ICU*, p. 369-377.
- (1983) Structures cognitives et blocages de l'évolution de la pensée en géographie humaine. *Cahiers de géographie du Québec*, 27(22) : 367-388.
- (1984) L'émergence du sens dans le paysage, in Berdoulay, V. et Phipps, M., *Paysage et système*. Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, p. 155-167.
- (1986) *Autopoiesis et crise de la pensée planificatrice aux États-Unis. Modélisation systémique*. Collection Grenoble sciences, p. 29-38.
- (1987a) *Théorie sociale et planification. Les nouveaux aspects de la théorie sociale : de la sociologie à la géographie*. Édit. Paradigme, 22 p.
- (1987b) *La crise de la conscience planificatrice aux États-Unis*. Actes du colloque d'ENNA.
- (1987c) *La géographie coloniale : un élément structurant dans la naissance de l'École française de géographie*. Actes de la table ronde sur « Les enjeux de la tropicalité », CEGET-CNRS. Paris, Édit. Masson.
- SOUBEYRAN, O. et BARNIER, Véronique (1985) Les enjeux du virage aménagiste. *Loisirs et Sociétés*, 8(1) : 55-91.
- SOUBEYRAN, O. et RIVIER, J.J. (1982) L'intervention de « l'autonomie » : vers un nouveau paradigme culturel, *Conjoncture et politique*, n° 2, p. 163-185.
- VIDAL DE LA BLACHE, Paul (1899) Leçons d'ouverture du cours de géographie. *Annales de géographie*, 38 : 37-109.
- WEBBER, Melvin (1965) The Roles of Intelligence Systems in Urban Systems Planning. *Journal of AIP*, 31(4) : 289-297.